

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne

Arrêté préfectoral n° 2019/DRIEE/UD77/051 portant mise en demeure pris à l'encontre de la Société AV RECYCLAGE

**La Préfète de Seine-et-Marne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 et L. 541-3

Vu l'arrêté préfectoral n° 13/DCSE/IC/053 du 16 mai 2013 autorisant la Société SN RECUP NORD à exploiter une installation de récupération et de recyclage de métaux ferreux et non ferreux sur le territoire de la commune de Lagny-sur-Marne (77400), 37 rue Ampère,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/024 du 20 avril 2018 de prescriptions complémentaires, actant le transfert du bénéfice de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013 précité à la Société AV RECYCLAGE,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018/DRIEE/UD77/025 du 18 avril 2018 pris à l'encontre de la Société AV RECYCLAGE portant mise en demeure de satisfaire à certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013 susvisé,

Vu les constats réalisés le 26 octobre 2018 par l'inspection des installations classées à l'occasion d'une visite inspection des installations exploitées par la Société AV RECYCLAGE, aux 37 et 39 rue ampère à Lagny-sur-Marne (77400),

Vu le rapport du 19 décembre 2018 du Directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France (DRIEE) consécutif à cette visite d'inspection qui fait état de faits contraires aux prescriptions applicables,

Vu le courrier E/18-2316 du 19 décembre 2018 de transmission du rapport précité à la Société AV RECYCLAGE

Vu le courrier préfectoral du 12 mars 2019 informant la Société AV RECYCLAGE des décisions susceptibles d'être prises à son encontre et l'invitant à formuler des observations,

Vu l'absence de réponse de la Société AV RECYCLAGE au courrier du 12 mars 2019 précité,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le 26 octobre 2018 que la Société AV RECYCLAGE :

- entrepose en vrac à l'extérieur du bâtiment des déchets d'équipements électriques et électroniques sur une emprise de 50 m² (50 m³) sans satisfaire à l'article R. 543-186 du Code de l'environnement qui impose que ces déchets soient entreposés et transportés de manière à assurer des conditions optimales de préparation en vue du réemploi et de la réutilisation, du recyclage et du confinement des substances dangereuses,

- n'a pas, conformément à l'article R. 543-200-1 du Code de l'environnement, conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets :
 - soit avec un éco-organisme agréé dans les conditions définies aux articles R. 543-190 et R. 543-197 dudit Code,
 - soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel approuvé dans les conditions définies à l'article R. 543-192 dudit Code ou attesté dans les conditions définies à l'article R. 543-197-1 du même Code,
 - soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents.

Considérant que la Société AV RECYCLAGE n'a pas satisfait aux dispositions fixées par les articles R. 543-186 et R. 543-200-1 du Code de l'environnement relatifs à la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques,

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des articles L. 171-8 et L. 541-3 du Code de l'environnement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Seine-et-Marne,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La Société AV RECYCLAGE, dont le siège social et les installations de récupération et de recyclage de métaux ferreux et non ferreux aux 37 et 39 rue Ampère à Lagny-sur-Marne (77400), est mise en demeure de satisfaire, sous un délai d'un mois, aux dispositions :

- de l'article R. 543-186 du Code de l'environnement qui impose que les déchets d'équipements électriques et électroniques soient entreposés et transportés de manière à assurer des conditions optimales de préparation en vue du réemploi et de la réutilisation, du recyclage et du confinement des substances dangereuses,
- de l'article R. 543-200-1 du Code de l'environnement qui impose qu'un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets :
 - soit avec un éco-organisme agréé dans les conditions définies aux articles R. 543-190 et R. 543-197 dudit Code,
 - soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel approuvé dans les conditions définies à l'article R. 543-192 dudit Code ou attesté dans les conditions définies à l'article R. 543-197-1 du même Code,
 - soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents.

ARTICLE 2

Le délai défini à l'article 1^{er} prend effet à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral à la Société AV RECYCLAGE.

ARTICLE 3

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, la Société AV RECYCLAGE est passible des mesures et sanctions prévues aux articles L. 171-8, L. 173-1 et L. 541-3 du Code de l'environnement.

ARTICLE 4

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Cette publication fait courir le délai de recours contentieux.

Une copie du présent arrêté est transmise au maire de la commune de Lagny-sur-Marne.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui fondent la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cet arrêté est soumis est affiché en la mairie de Lagny-sur-Marne pendant une durée minimale d'un mois. Cette formalité est justifiée par un procès-verbal du maire.

Une copie de cet arrêté est affichée à l'entrée de l'installation et est mise à la disposition du public en mairie de LAGNY-SUR-MARNE pendant deux mois à compter de la publication de cet arrêté de mise en demeure.

ARTICLE 5

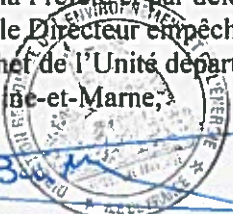
- le Secrétaire général de la Préfecture,
- le Sous-Préfet de Torcy,
- le Maire de Lagny-sur-Marne,
- le Directeur de la DRIEE Île-de-France à Paris,
- le Chef de l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la DRIEE à Savigny-le-Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant, sous pli recommandé avec avis de réception.

Fait à Melun, le 27 juin 2019

Pour ampliation

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité départementale
de Seine-et-Marne,



Guillaume BAILLY

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Pour le Directeur empêché,
Le Chef de l'Unité départementale
de Seine-et-Marne,

Signé

Guillaume BAILLY

Destinataires :

- la Société AV RECYCLAGE,
- le Maire de Lagny-sur-Marne,
- le Sous-Préfet de Torcy,
- le Préfet de Seine-et-Marne (DCSE),
- le Directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- le Directeur départemental des territoires (SEPR),
- le Délégué territorial de l'Agence régionale de Santé,
- le Directeur régional et interdépartementale de l'environnement et l'énergie,
- le Chef de l'Unité départementale de Seine-et-Marne de la direction régional et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux au Tribunal Administratif de Melun par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné à l'alinéa précédent.

